

Quel bilan pour le 'Printemps arabe' ?

**Interview de Abderrahman Nouda,
questions de Allal El Maleh du Magazine «Perspectives
Med»,
effectuée le 18 janvier 2014.**

Allal ElMaleh - Quelle appréciation faites-vous des évolutions sur la scène arabe à la lumière des changements "induits" par ce qu'il est convenu d'appeler le "printemps arabe"?

A. Nouda – Le bilan du «Printemps arabe» (démarré au début de 2011) est très positif. Parce qu'il a fait sortir plusieurs peuples arabes d'une trop longue stagnation dans le despotisme et la perversion. Et à des prix relativement modérés. Voici quelques résultats sous forme d'un tableau succinct : (Voir le tableau ci-joint).

Tableau 1 : Résultats du 'Printemps arabe'

Pays	Changements
Tunisie, Egypte, Libye	1) Changement de régime politique. 2) Début d'un long et difficile processus de construction démocratique. 3) Elaboration en 2013 de constitutions assez démocratiques en Tunisie et en Égypte. 4) Dévoilement de l'incapacité des islamistes intégristes à gérer l'État.
Yémen	1) Intervention de l'Arabie Saoudite et des Emirats pour empêcher la radicalisation ou la victoire de la révolution au Yémen. 2) Chute du despote Ali Abdallah Saleh. 3) Changements politiques partiels, mais sans changements profonds du régime politique.
Syrie	1) Soulèvement populaire revendiquant la chute du régime politique. 2) Pour rester au pouvoir, le régime déclenche une guerre civile, et utilise l'armée contre le peuple.

	3) Au bord de la chute, le régime politique sollicite des aides et des interventions militaires massives de l'Iran, du Hizbo Allah, de la Russie, de l'Irak, ainsi que d'autres factions et mercenaires. 4) Israël et Etats impérialistes optent pour une prolongation de la guerre civile pour que la destruction de la Syrie soit maximale.
Maroc, Jordanie, Bahraïne, Soudan, Mauritanie, Turquie.	1) Agitations partielles et passagères. 2) Ebranlements, mais sans changements politiques importants.
Algérie, Arabie Saoudite, Emirats, Koweït, Qatar, Oman, Irak, Liban.	Continuation de la stagnation dans le despotisme et la prévarication.
Somalie, Djibouti, Erythrée.	Cas particuliers et complexes.

Si l'on prend en compte l'immense inertie de la société, on peut comprendre que le plus important, ce ne sont pas les acquis politiques immédiats de la révolution, sûrs ou stables, mais la qualité des dynamiques qui font mouvoir les profonds processus de transformation de la société. A moyen ou à long terme, plus rien dans les pays arabes ne peut rester longtemps immuable comme avant. C'est cela le signe du début d'une révolution sociétale.

Parmi les plus grands acquis politiques positifs du «Printemps arabe», (exception faite des changements de régimes politique en Tunisie, Égypte et Libye) citons les exemples suivant : 1) La qualité des Constitutions élaborées en Égypte et en Tunisie, qui préfigurent des régimes politiques relativement avancés, d'un type nouveau dans le monde arabe. 2) La démythification des mouvements politiques 'islamistes' ou intégristes (الأصوليون). Les peuples égyptien et tunisien ont expérimenté, puis compris, et révélé, que les «partis politiques islamistes» ou intégristes sont incapables de gérer l'État, et inaptes à réaliser la démocratie, et que la solution rationnelle et nécessaire passe par l'établissement de la séparation entre la religion et l'État.

Et le malheur le plus dramatique induit par le «Printemps arabe» est la guerre civile déclenchée sciemment par le régime politique de Bachar AlAssade en Syrie ; puis sa complexification par l'implication militaire de l'Iran, du Hizbo Allah, de l'Irak, et de la Russie. Ce drame démontre qu'un Président, une élite politique, ou un État, peuvent devenir aliénés, et massacrer leur propre peuple, et à grande échelle, juste pour rester au pouvoir. Par son cynisme

machiavélique, Bachar Al Assade est un exemplaire parfait du roi Hassan II.

Q - On comprend le processus du déclenchement de la guerre civile en Syrie ; mais en Libye, le chaos n'est il pas aussi un résultat de la révolution ?

R- Beaucoup d'observateurs prétendent que l'anarchie régnant en Libye est un résultat de la révolution. Mais c'est faux. Cette anarchie partielle est un résultat objectif de la nature du régime politique précédent. Au temps du despote Mouammar Kadhafi, l'armée et la police étaient minimales et approximatives. Et la chute de Mouammar Kadhafi devait forcément conduire à la désintégration de l'armée, de la police et des administrations publiques. D'ailleurs le même phénomène va forcément se reproduire dans le futur en Syrie, après la chute inéluctable de Bachar AlAssade. Et quand les États-Unis d'Amérique avait envahi l'Irak en 2003, ils avaient fait la même chose : détruire l'armée, la police, les administrations de l'État, et même les élites.

Q - La montée en puissance du jihadisme, comme cela se confirme en Irak, en Syrie, au Liban, en Egypte, en Libye et en Tunisie, s'inscrit-elle dans la durée ?

R – Non, l'intégrisme (الأصولية) et le jihadisme (الجهادية) sont des tigres en plastique. A long terme, ils n'ont aucun avenir, parce qu'ils sont anachroniques. Leur seul avenir est d'évoluer ou de disparaître. L'éclosion des mouvements islamistes ou intégristes est une manifestation temporaire du degré d'évolution politique et culturelle atteint par les peuples arabes. Historiquement, il exprime l'hégémonie de l'idéologie religieuse sur l'esprit des peuples arabes. C'est un phénomène temporaire qui ne survivra pas au-delà de deux ou trois décades. Le rejet massif de l'intégrisme exprimé (à la fin de 2013) en Égypte et en Tunisie est un début historique significatif. Sur le plan de la séparation entre la religion et l'État, ce que les peuples européens ont fait en deux ou trois siècles, nous sommes aujourd'hui obligés de l'accomplir en deux ou trois décades. Nous n'avons pas le choix, car il est impossible de rationaliser l'État, ou de réaliser la démocratie, sans achever la séparation entre la religion et l'État. Et contrairement à certaines croyances, l'arme absolue contre l'intégrisme et le jihadisme, ce ne sont pas les «lois (liberticides) contre le terrorisme», ou les drones des Etats Unis d'Amérique (comme en Afghanistan ou au Yémen), mais la diffusion et la popularisation à grande échelle de l'éducation, de la philosophie et de la culture. En d'autres termes, le vide actuel des médias publics (par exemple au Maroc) alimente indirectement l'intégrisme et le jihadisme.

Q - L'instabilité qui fait vaciller bien des pays est imputable par d'aucuns à un dessein prémédité qui trouverait ses racines au niveau des "néo-conservateurs" et de leur fameuse théorie du "chaos créateur". Qu'en dites-vous?

R – Dans le domaine de la révolution sociétale, les «desseins prémédité» n'ont, très souvent, aucune portée conséquente. Tous ceux qui ont prétendu que les révolutions du «Printemps arabe» résultent d'un «complot» calculé, n'ont jamais produit la moindre preuve sérieuse. Au contraire, l'analyse des événements montre que toutes les puissances impérialistes, et tous les acteurs politiques intéressés, ont tous été surpris par les révolutions arabes et leurs tournures ; et ils ont essayé ultérieurement, avec beaucoup de difficultés, d'influencer l'évolution politique dans ces pays arabes concernés. Et même les «néo-conservateurs» à Washington, au temps de Georges Bush fils, ceux qui avaient voulu et exécuté l'invasion de l'Irak, ont obtenu, une décade plus tard, presque le contraire de ce qu'ils souhaitaient. La longue guerre en Afghanistan est aussi un échec flagrant. C'est pourquoi les «desseins prémédité» des «néo-conservateurs», dans le cas où ils existeraient, seraient dérisoires en comparaison avec les processus sociétaux.

Q - La partition du Soudan préfigure-t-elle d'une reconfiguration de la carte arabe ?

R – Non, la scission du Soudan est essentiellement un phénomène local. Cette scission est une conséquence de la politique stupide du régime politique «islamiste» du général Omar El Béchir. Même le défunt Chef de l'ancienne Armée de Libération du Soudan John Garangue était contre la scission du Soudan. Malheureusement, l'entêtement durable du régime «islamiste» du Soudan, qui voulait imposer l'application de la «Charia islamique», avait acculé les sudistes (à majorité chrétienne) à la séparation. Bien sûr qu'il existe des tensions séparatistes ou sécessionnistes dans plusieurs pays arabes (comme en Lybie, Yémen, Irak, etc). Mais ces tensions sont anciennes. Elles ne datent pas du «Printemps arabe», et elles ne sont pas causées par le «Printemps arabe». Elles sont plutôt liées à un esprit ancien, tribaliste, confessionnaliste ou régionaliste, ancré dans certaines provinces, et que certains notables locaux opportunistes veulent exploiter pour réaliser leurs ascensions sociales personnelles. Si les États arabes concernés ne résolvent pas assez rapidement les discriminations existantes, par la démocratisation et le développement, ces tensions risquent de s'approfondir.

Q - A qui profite, en définitive, tout ce chamboulement? USA? Israël?

R – Les révolutions du «Printemps arabe» profitent essentiellement, et à long terme, aux peuples arabes. Mais il y a obligatoirement des difficultés temporaires, ou des prix qu'il faut payer. Parce qu'une révolution n'est jamais la fin des luttes de classes sociales, mais un stade temporaire particulier. D'un autre côté, ce n'est pas contradictoire que certains acteurs politiques (comme les USA, Israël, l'Arabie Saoudite, ou les Emirats, l'Iran, la Turquie, etc) essayent de profiter de certaines évolutions (par exemple : destruction de Syrie, animosité entre le nouveau régime en Égypte et le Hamas de Gaza, etc).

Q - Comment évaluez-vous le jeu assumé par le Qatar?

R – Je ne connais pas suffisamment les détails des manœuvres du Qatar. Mais soyons rationnels et francs. Une petite entité régionale comme Qatar (ayant 11 mille kilomètres carrés, 2 millions d'habitants, dont 60 % sont des ouvriers immigrés) ne peut pas faire grand-chose. On dit beaucoup de choses fantasmagoriques sur l'Arabie Saoudite ou sur les autres Emirats, mais reconnaissons au moins que ce sont des colosses en argile. Leurs forces viennent uniquement de leurs excédents en pétrodollars. Bien sûr que plusieurs organisations islamistes qui écument les pays du Moyen Orient sont financés principalement par des personnes ou des institutions de ces pays pétroliers. Mais cela ne peut pas être efficace à long terme. Tous ces Etats pétroliers sont intelligemment exploités par les puissances occidentales. Ils vivent comme des protectorats modernes des puissances occidentales. S'ils ne s'unissent pas dans une confédération (réunissant l'Arabie Saoudite, le Bahrayn, les Emirats, le Qatar, le Koweït, Oman et même le Yémen), s'ils ne se démocratisent pas, et s'ils ne se rationalisent pas, alors ils resteraient tous de simples «vaches à traire».

Q - Que dire du rôle de la Turquie qui accueille les "Frères musulmans"?

R – Le parti «islamiste» de Tayeb Ardogan en Turquie est entré dans la phase de déclin. Les élucubrations de la Turquie avec les Frères Musulmans d'Égypte sont inaptes à changer l'évolution politique intérieure de l'Égypte. Comment un parti politique «islamiste» (de Tayeb Ardogan) qui est menacé d'être chassé du pouvoir en Turquie (au cours des prochaines élections) peut-il aider les Frères Musulmans à accaparer le pouvoir en Égypte ? Ce n'est pas réaliste !

Q - La réconciliation entre Iran et Occident intègre-t-elle une autre logique que celle qui entend minorer les acteurs arabes dans la gestion du présent et du futur de leur région?

R – Les résultats des tractations entre les puissances occidentales et l'Iran ne sont pas encore suffisamment clairs.

Plusieurs analyses ont été publiées sur ce sujet, mais elles ne sont pas suffisamment convaincantes. La montée en puissance de l'Iran en tant que puissance régionale impérialiste est devenue manifeste (voir la force des interventions de l'Iran en Irak, en Syrie, au Bahreine, au Liban, et au Yémen). Toutefois, ce qui «mine les acteurs arabes dans la gestion du présent et du futur de leur région», c'est essentiellement la nature des régimes politiques de ces Etats arabes. Je vous l'ai déjà dit : tant que ces Etats arabes du Moyen Orient resteront de minuscules entités pétrolières, de simples vaches à traire, alors elles resteront fatalement faibles, dépendantes, et incapables de réaliser la moindre stratégie régionale. Leur seul espoir, c'est la confédération que je vous ai dit.

Q - Quid du règlement de la question palestinienne, véritable noeud gordien sur lequel achoppent intérêts des occidentaux et arabes au profit d'Israël ?

R – Parlons franchement. Israël est une colonisation d'un type nouveau ou spécial (religieux, ethnique, raciste, expansionniste, impérialiste, etc). Israël fonctionne, non pas comme une colonie des sionistes seuls, mais comme une colonie commune à l'ensemble des puissances occidentales. [En France, la critique du sionisme est punie par la loi comme étant un anti-sémitisme ; voir le feuilleton de l'humoriste Dieudonné]. Cela veut dire que, tant que la grande majorité des États arabes continuent à végéter dans le despotisme, la corruption, le sous-développement, la dépendance, ou la décadence, le peuple Palestinien n'a aucune chance de se libérer par ses seuls moyens.

Q - Quels rôles doivent jouer les élites arabes aujourd'hui dépassées par les événements et sous quelles conditions?

R – A mon humble avis, les élites arabes sommeillent tranquillement, comme les États arabes. Elles ont besoin de se réveiller, de se remettre radicalement en cause. Même le «Printemps arabe» n'a pas réussi à réveiller l'ensemble des intellectuels et des militants progressistes. Je ne peux pas décréter ce que doivent faire les intellectuels ou les élites arabes, et moi-même je ne le sais pas. Et quand il m'arrive parfois de comprendre une problématique partielle, je la publie. Mais, franchement, j'ai l'impression de prêcher dans un désert. Et probablement, les autres intellectuels ressentent des sentiments similaires, à mon égard, et à l'égard des autres intellectuels.

Q – Un dernier mot libre ?

R – Regardons le monde : seuls les grands rassemblements d'humains, rationnels et productifs (comme les États-Unis d'Amérique, l'Union Européenne, la Chine, le Brésil, la Russie, etc) ont suffisamment de chance d'être forts, indépendants,

démocratiques, et viables à long terme. Alors que les «petits», les «minuscules» et les «mini» Etats arabes croient qu'ils peuvent rester tels qu'ils sont, et pour toujours ! Le fait que les frontières entre les États arabes actuels soient fermées (ou quasi fermées) (comme entre le Maroc et l'Algérie) montre que nous sommes les États les plus stupides de la planète Terre ! Mon rêve, ou mon utopie, est de voir trois confédérations dans le monde arabe : une confédération en occident (rassemblant la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, et la Libye) ; une confédération au centre (rassemblant l'Égypte, le Soudan, le Sud Soudan, Djibouti, l'Erythrée, et la Somalie) ; et une confédération en orient (rassemblant le Liban, la Syrie, l'Irak, le Koweït, l'Arabie Saoudite, le Qatar, les Emirats, Oman, le Yémen et la Palestine).

Abderrahman Nouda (Casablanca, 18 janvier 2014).